Article original

Mémoires de master en histoire des entreprises à l'Université Omar Bongo : évolution thématique et pratique des témoignages oraux (2012–2025)

Robert Edgard NDONG[1], Fred Paulin ABESSOLO MEWONO[2]

1.Maître de Recherche en Histoire contemporaine
IRSH/CENAREST, Libreville, email :edgardndong@yahoo.fr
2.Chargé de Recherche en Histoire contemporaine, IRSH/CENAREST, Libreville, email : fred.abessolo@yahoo.fr
Auteur correspondant : E-mail : edgardndong@yahoo.fr
Article soumis le 13/02/2026 et accepté le 11/05/2026
Réf : AUM13-0231

Résumé :
L'histoire des entreprises intéresse les étudiants de master au département d'Histoire et Archéologie de l'Université Omar Bongo. Cette étude vise à analyser les dynamiques intellectuelles des mémoires de master en histoire des entreprises soutenus entre 2012 et 2025, en mettant en évidence les principales orientations thématiques et la valeur heuristique des témoignages oraux. Elle s'appuie à la fois sur les répertoires des travaux soutenus et sur un corpus constitué de vingt-trois mémoires de master, enrichis par une littérature relative à la méthodologie en sciences humaines et sociales ainsi que sur l'histoire des entreprises. Couvrant divers secteurs de l'économie gabonaise et s'inscrivant dans trois périodes : coloniale, coloniale/postcoloniale et postcoloniale, cette dernière étant la plus étudiée, les travaux se situent à la croisée du vécu personnel et de la curiosité intellectuelle des étudiants. L'accès restreint aux archives d'entreprises explique en partie le caractère parfois lacunaire de certaines analyses. Dans ce contexte, l'histoire orale s'impose comme un pivot méthodologique majeur. En permettant

de restituer les trajectoires et les pratiques, elle donne également la parole à des acteurs marginalisés ou absents des sources écrites. Toutefois, la mémoire, intrinsèquement sélective et sujette à recompositions, requiert une vigilance critique constante, une exigence à laquelle les travaux réalisés s'emploient à répondre.
Mots-clés : Mémoires de master, histoire des entreprises, thématiques, témoignages oraux, Gabon.

Master's theses in business history at Omar Bongo University: thematic and practical developments in oral history (2012–2025)

Abstract:
Business history is of interest to Master's students in the Department of History and Archaeology at Omar Bongo University. This study aims to analyse the intellectual dynamics of Master's theses in business history defended between 2012 and 2025, highlighting the main thematic trends and the heuristic value of oral accounts. The study draws on the registers of defended theses and a corpus comprising twenty-three Master's theses, supplemented by literature on methodology in the humanities and social sciences as well as on business history. Covering various sectors of the Gabonese economy and spanning three periods: colonial, colonial/postcolonial and postcolonial, the latter being the most studied, these theses lie at the intersection of students' personal experiences and intellectual curiosity. Restricted access to corporate archives partly explains the sometimes superficial nature of certain analyses. In this context, oral history plays a central role and forms the methodological foundation of this research. By enabling the reconstruction of life trajectories and practices, it also gives a voice to those marginalised or absent from written sources. However, memory, being selective by nature, demands a rigorous critical approach, a requirement which the research endeavours to meet.
Keywords: *Master's theses, business history, themes, oral testimonies, Gabon.*

Introduction

La *Business History* ou l'histoire des entreprises est née à Havard Business School aux États-Unis en 1927. Elle s'est progressivement imposée comme un champ disciplinaire à part entière, situé à l'intersection de l'histoire, de la gestion, de l'économie, de la sociologie et de la psychologie (D. Barjot, 2007, p. 6). Longtemps centrée sur les grandes figures entrepreneuriales et les réussites industrielles, elle s'est élargie, dès les années 1960-1970, pour inclure l'analyse des structures organisationnelles, des pratiques managériales, des réseaux d'acteurs, ainsi que des interactions

complexes entre entreprises, État et société civile. En Europe et en Amérique du Nord, continents où elle a déjà établi ses lettres de noblesse (F. Amatori et G. Jones, 2003), l'histoire des entreprises a été soutenue par l'essor des recherches interdisciplinaires et l'accès croissant aux archives d'entreprises (R. Nougaret et H. Zuber, 2006), offrant aux historiens un accès inédit aux sources internes de ces institutions économiques.

Dans ce contexte général de diversification des objets et des approches méthodologiques, le Gabon se révèle être un terrain d'analyse intéressant, tant en raison de la singularité de son tissu entrepreneurial que des défis méthodologiques qu'il impose. Structuré autour de la prédominance des industries extractives, de la présence significative des entreprises publiques et de la transformation progressive d'un secteur privé émergent, le paysage entrepreneurial gabonais offre un potentiel d'investigation scientifique. C'est ainsi qu'à l'Université Omar Bongo (UOB), depuis la mise en place du système Licence-Master-Doctorat (LMD) en 2012[1] jusqu'à la redénomination du département d'Histoire et Archéologie en département des sciences historiques en 2025, l'intérêt pour l'histoire des entreprises s'est manifesté par une diversification notable des sujets de mémoires de Master. Les étudiants y abordent une large gamme de thématiques, reflétant ainsi un élargissement des horizons de recherche. Parallèlement à l'élargissement thématique, un tournant méthodologique s'est affirmé. En raison de l'inaccessibilité quasi systématique des archives d'entreprises, les étudiants ont été amenés à explorer d'autres voies pour documenter leurs travaux. C'est ainsi que le recours aux témoignages oraux s'est progressivement imposé comme un choix privilégié. Les récits collectés permettent de

[1] Décret n° 0340/PR/MENESTTFPCJS du 28 février 2013 portant application du système Licence-Master-Doctorat dans les universités et établissements supérieur en République gabonaise, *Journal officiel de la République gabonaise*, n° 151 du 24 au 31 mars 2013, p. 1283-1285.

reconstituer une histoire vécue, en restituant la mémoire des acteurs, leurs parcours singuliers ainsi que leurs expériences professionnelles. Ce double mouvement, thématique et méthodologique, soulève une question centrale : comment les mémoires en histoire des entreprises soutenus au département d'Histoire et Archéologie de l'UOB ont-ils évolué entre 2012 et 2025, tant dans la nature des sujets abordés que dans le recours aux témoignages oraux en tant que sources historiques ?

L'objectif de cette réflexion est d'analyser les dynamiques intellectuelles à l'œuvre dans les mémoires de master en histoire des entreprises soutenus au département d'Histoire et Archéologie de l'UOB entre 2012 et 2025, en mettant en évidence les principales orientations thématiques et la valeur heuristique des témoignages oraux dans la construction et l'argumentation de ces travaux. Pour ce faire, elle s'appuie sur les répertoires des travaux soutenus et un corpus constitué de vingt-trois mémoires de master soutenus au département d'Histoire et d'Archéologie, qui en forme le socle principal. Ces travaux portent explicitement sur des entreprises établies au Gabon et intègrent, pour la plupart, des témoignages oraux. Ce corpus est enrichi par une littérature relative à la méthodologie en sciences humaines et sociales ainsi qu'en histoire des entreprises.

L'exploitation minutieuse de l'ensemble documentaire a permis de structurer l'analyse en deux temps. La première partie traite de la diversification thématique à l'épreuve des logiques de sélection et des contraintes des archives. La seconde partie s'attache aux témoignages oraux, en examinant à la fois leur force structurante et la fragilité inhérente à la production des mémoires.

1. La diversification thématique à l'épreuve des logiques de sélection et des contraintes des archives

Les mémoires de master en histoire des entreprises produits à l'UOB entre 2012 et 2025 témoignent d'une diversification des

thématiques. Ils portent sur des entreprises de secteurs économiques variés et adoptent des cadres temporels différenciés. Le choix des sujets n'est pas fortuit, mais influencé par deux facteurs fondamentaux. Cependant, ces recherches sont confrontées à des obstacles liés à l'accès restreint aux archives des entreprises.

1.1. Des thématiques centrées sur des entreprises de secteurs économiques variés, appréhendées dans des temporalités différenciées

Les mémoires en histoire des entreprises soutenus entre 2012 et 2025 analysent des entreprises appartenant à divers secteurs d'activité économique comme le montre le tableau 1.

Tableau 1 : Secteurs d'activités et thématiques des mémoires (2015-2025)

Secteurs d'activité et nombre de mémoires	Auteurs	Titres des mémoires	Années de soutenance
Agro-industrie **Six (6) mémoires**	Ngninze Akoure S. E.	L'histoire de l'industrie d'huilerie et de la savonnerie au Gabon (1931-2013)	2016
	Mekui M'Eworo S.	L'évolution de la condition sociale au sein d'une entreprise industrielle. Cas des Brasseries du Gabon (SOBRAGA), 1966-2013)	2017
	Kielewe Apougou D.C.	De SOSUHO à SUCAF-Gabon : modernisation du secteur agro-industriel au Gabon (1980-2014)	2020
	Koumba Koumba L. L	La contribution du groupe OLAM dans le développement du	2024

		secteur agro-alimentaire au Gabon : cas de SOTRADER à Ndendé (1999-2019)	
	Mouketou J. V.	La SIAEB : implantation, développement et déclin d'une entreprise agroindustrielle au Gabon (1977-2001)	2025
	Nguema Ovono F. D.	Travail et main-d'œuvre dans les plantations de SIAT Gabon à Bitam (2004-2023)	2025
Exploitation forestière **Quatre (4) mémoires**	Bourokouono Tsitsala A.A.	Histoire sociale des travailleurs de la Société Forestière d'Exploitation et Exportation de la zone de Mitzic (1995-2014)	2015
	Nzengue G. J.	L'impact socioéconomique des activités de la société Rimbunan Hijau Gabon à Lambaréné (1996 à nos jours)	2018
	Obono Essono S. C.	Influence et contribution des compagnies forestières chinoises au développement du Gabon (1990-2017)	2020
	Ndoumadiamba Mangala R.	Le consortium forestier des grands réseaux français : modernisation de l'exploitation forestière au Gabon (1920-1972)	2023
	Onguidja K. A.	L'histoire de l'Office des Ports et Rades du	2015

Ports et transport (maritime/fluvial et aérien) **Trois (4) mémoires**		Gabon (OPRAG) (1974-2003)	
	Bangadi E. E.	Le transport aérien au Gabon : des transports aériens du Gabon à la compagnie nationale Air Gabon (1949-2006)	2016
	Batsielily Boubala O. N.	La Compagnie de Navigation Intérieure (CNI) : naissance et déclin (1978-2013)	2021
	Mvou Atebe G. S. A.	Les firmes multinationales dans la gestion des activités de transport et logistique au port maritime et commercial d'Owendo (1969-2017)	2022
Énergie/Eau **Trois (3) mémoires**	Ngola Tchinga S.	Genèse, processus et acte de privatisation de la SEEG (1986-1997)	2018
	Mondo-Kassa Boussoughou C.	Électricité des années nouvelles (EDAN) : un exemple d'innovation technologique en entreprises (SEEG) au Gabon, 1992-2018	2024
	Moutongo Mouélé O.	Entreprises et protection de l'environnement au Gabon : cas de la SEEG (1964-2018)	2024
Mines **Deux (2) mémoires**	Mboma Mamboungou H. K.	La politique sociale de la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG) (1962-2014)	2018
	C. D. Maguimbi Kombi	Rainal et OrGabon : mise en valeur du	2021

		gisement aurifère de Mimongo (1938-1960)	
Banque/Finance **Deux (2) mémoires**	Ntsame Ollomo C. M.	Banque et développement économique local : cas du groupe BGFI au Gabon, 1996-2021	2025
	Mbouloungou-Loundou J.-N.	Le rôle de la BEAC dans le développement économique en Afrique centrale (1972-2012) : cas du Gabon et du Cameroun	2025
Ciment/BTP Une (1) mémoire	Ekoro B. R.	Entreprises cimentières et ciment au Gabon : de la Société des Ciments du Gabon à CimGabon (1974-2014)	2021
Entreposage pétrolier Une (1) mémoire	Mbazoghe Nze M.	La Société Gabonaise d'Entreposage des Produits Pétroliers (SGEPP, 1967-2018)	2024

Source : Département d'Histoire et Archéologie, *Répertoire des mémoires Histoire des Relations Internationales* (1980-2025) et *Répertoire des mémoires Histoire des Sociétés et des Civilisations Africaines,* (1981-2025).

Entre 2015 et 2025, vingt-trois mémoires ont été soutenus dans le champ de l'histoire des entreprises. Cette production révèle une structuration à la fois sectorielle et thématique de la recherche. L'analyse du corpus met en évidence des pôles d'intérêt privilégiés, en lien avec les dynamiques historiques et économiques du Gabon.

L'agro-industrie constitue le domaine le plus investi, avec 6 mémoires sur 23, soit environ 26,08 % du corpus total. Cette prédominance s'explique par l'intérêt porté à un secteur stratégique des politiques de diversification économique d'un Gabon largement extractiviste. Les travaux portent sur l'histoire et les trajectoires des entreprises (S. E. Ngninze Akoure, 2016 ; J. V Mouketou, 2025), la

modernisation et le développement industriel (D.C. Kielewe Apougou, 2020 ; L. L. Koumba Koumba, 2024) ainsi que les conditions sociales et de travail (S. Mekui M'Eworo, 2017 ; F. D. Nguema Ovono, 2025). L'entreprise y apparaît comme un acteur central de transformation des structures productives, tout en étant appréhendée dans ses effets sociaux, notamment en matière d'emploi, de conditions de travail et de relations avec les communautés locales.

Deux secteurs occupent conjointement la deuxième place : l'exploitation forestière, d'une part, et les ports et transports, d'autre part, chacun totalisant 4 mémoires, soit 17,39 % du corpus. Les travaux analysent l'histoire sociale des travailleurs forestiers (A. A. Bourokouono Tsitsala, 2015) ainsi que le rôle des entreprises européennes (R. Ndoumadiamba, 2023) et asiatiques (G. J. Nzengue, 2018 ; S. C. Obono Essono, 2020) dans la structuration de la filière. L'entreprise forestière y est étudiée à la fois comme un vecteur d'intégration du Gabon aux circuits internationaux du commerce du bois et comme un espace de rapports sociaux hiérarchisés.

Le secteur des ports et des transports (maritime, fluvial et aérien) présente une dynamique comparable. Le mémoire consacré à la Compagnie nationale de navigation intérieure (O. N. Batsielily Boubala, 2021) met en exergue les contraintes structurelles auxquelles se heurte cette entreprise dans ses efforts de désenclavement de l'arrière-pays. Les travaux portant sur les infrastructures portuaires et la logistique soulignent le rôle stratégique de ces équipements dans l'économie nationale (K. A. Onguidja, 2015) et dans l'ouverture du pays aux échanges internationaux (A. Mvou Abebe, 2022). L'unique recherche dédiée au transport aérien (E. E. Bangadi, 2016) met en évidence les enjeux de structuration institutionnelle, de viabilité économique et d'intégration territoriale propres à ce mode de transport, dans un

contexte marqué par de fortes contraintes financières et organisationnelles.

Le secteur de l'énergie et de l'eau regroupe trois mémoires, soit 13,04 % du total. Centrés sur la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), ils analysent les réformes et la privatisation (S. Ngola Tchinga, 2018), l'innovation technologique (C. Mondo-Kassa Boussoughou, 2024) et les enjeux environnementaux (O. Moutongo Mouélé, 2024). L'ensemble met en évidence les tensions entre mission de service public, impératifs de rentabilité et montée en puissance d'acteurs privés dans un secteur stratégique.

Bien que peu nombreux, mais d'importance analytique certaine, les mémoires consacrés aux mines ainsi qu'à la banque et à la finance s'élèvent chacun à deux, soit environ 8,70 % du total pour chaque secteur. Le mémoire consacré à l'exploitation aurifère (C. D. Maguimbi Kombi, 2021) analyse la trajectoire de deux entreprises, Rainal et OrGabon, en mettant en lumière leur naissance et les conditions diverses de l'exploitation du gisement d'or à Mimongo. Le travail dédié à la COMILOG (H. K Mboma Mamboungou, 2018) met l'accent sur les politiques sociales de l'entreprise. Les recherches portant sur les institutions bancaires, notamment la BGFI (C. M. Ntsame Ollomo, 2025) et la BEAC (J.-N. Mbouloungou-Loundou, 2025), elles explorent, leur rôle dans le développement économique et leur insertion dans des dynamiques économiques nationales et régionales, très exactement en Afrique centrale.

Enfin, certains secteurs apparaissent de manière très marginale dans le corpus. La cimenterie et le BTP (B. R. Ekoro, 2021), d'une part, et l'entreposage pétrolier (M. Mbanzoghe Nze, 2024), d'autre part, ne font l'objet que d'un seul mémoire chacun, soit environ 4,35 % du corpus par secteur. Cette faible présence souligne les limites du champ de recherche, marqué par une concentration sur les grandes entreprises historiquement centrales au détriment d'activités pourtant essentielles à l'économie nationale.

Les déséquilibres ne se limitent pas aux seuls domaines d'activité étudiés, mais traversent également les périodes historiques, invitant ainsi à une lecture attentive de la structuration temporelle des travaux, telle qu'illustrée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Temporalités des travaux en histoire des entreprises

Période coloniale		
Maguimbi Kombi C. D.	Rainal et OrGabon : mise en valeur du gisement aurifère de Mimongo	1938-1960
Période coloniale-postcoloniale		
Ndoumadiamba Mangala R.	Le consortium forestier des grands réseaux français : modernisation de l'exploitation forestière au Gabon	1920-1972
Ngninze Akoure S. E	L'histoire de l'industrie d'huilerie et de la savonnerie au Gabon	1931-2013
Bangadi E. E.	Le transport aérien au Gabon : des transports aériens du Gabon à la compagnie nationale Air Gabon	1949-2006
Période postcoloniale		
Mboma Mamboungou H. K.	La politique sociale de la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG)	1962-2014
Moutongo Mouélé O.	Entreprises et protection de l'environnement au Gabon : cas de la SEEG	1964-2018
Mekui M'Eworo S.	SOBRAGA : L'évolution de la condition sociale au sein d'une entreprise industrielle	1966-2013
Mbazoghe Nze M.	La Société Gabonaise d'Entreposage des Produits Pétroliers (SGEPP)	1967-2018
Mvou Atebe G. S. A.	Les firmes multinationales dans la gestion des activités de transport et logistique au port maritime et commercial d'Owendo	1969-2017
Mbouloungou-Loundou J.N.	Le rôle de la BEAC dans le développement économique en Afrique centrale : cas du Gabon et du Cameroun	1972-2012
Onguidja K. A.	OPRAG : L'histoire de l'Office des Ports et Rades du Gabon	1974-2003

Ekoro B. R.	Entreprises cimentières et ciment au Gabon : de la Société des Ciments du Gabon à CimGabon	1974-2014
Mouketou J. V.	La SIAEB : implantation, développement et déclin d'une entreprise agroindustrielle au Gabon	1977-2001
Batsielily Boubala O. N.	La Compagnie de Navigation Intérieure (CNI) : naissance et déclin	1978-2013
Kielewe Apougou D.C.	De SOSUHO à SUCAF-Gabon : modernisation du secteur agro-industriel au Gabon	1980-2014
Ngola Tchinga S.	Genèse, processus et acte de privatisation de la SEEG	1986-1997
Obono Essono S. C.	Influence et contribution des compagnies forestières chinoises au développement du Gabon	1990-2017
Mondo-Kassa Boussoughou C.	Électricité des années nouvelles (EDAN) : un exemple d'innovation technologique en entreprises (SEEG) au Gabon	1992-2018
Bourokouono Tsitsala A.A.	Histoire sociale des travailleurs de la Société Forestière d'Exploitation et Exportation de la zone de Mitzic	1995-2014
Ntsame Ollomo C. M.	Banque et développement économique local : cas du groupe BGFI au Gabon	1996-2021
Nzengue G. J.	L'impact socioéconomique des activités de la société Rimbunan Hijau Gabon à Lambaréné	1996 à nos jours
Koumba Koumba L. L	La contribution du groupe OLAM dans le développement du secteur agro-alimentaire au Gabon : cas de SOTRADER à Ndendé	(1999-2019)
Nguema Ovono F. D.	Travail et main-d'œuvre dans les plantations de SIAT Gabon à Bitam	2004-2023

Source : Élaborer à partir du tableau 1.

Les cadres chronologiques mobilisés dans les travaux s'articulent autour de trois grandes temporalités, dont la ligne de démarcation est l'accession du Gabon à l'indépendance en 1960. Ces temporalités successives sont la période coloniale, la période coloniale/postcoloniale et la période postcoloniale. Un déséquilibre significatif existe dans la répartition des travaux entre ces différentes séquences chronologiques.

Dans l'ensemble du corpus analysé, la période coloniale n'est abordée qu'à travers un unique mémoire consacré à l'exploitation aurifère (C. D. Maguimbi Kombi, 2021). Ne représentant que 4,34 % de l'ensemble du corpus, cette faible proportion révèle le caractère marginal de l'histoire des entreprises coloniales dans la production estudiantine, en dépit de son importance pour la compréhension des fondements économiques du Gabon. Cette marginalité s'explique principalement par la rareté des documents des entreprises conservées aux Archives nationales du Gabon. La période coloniale exige le recours aux archives étrangères, notamment françaises. Une telle exigence documentaire constitue un obstacle matériel et financier pour les jeunes chercheurs aux ressources limitées, contribuant ainsi à leur désintérêt relatif pour cette période. Cette contrainte affecte également la temporalité suivante.

En effet, la période coloniale/postcoloniale, entendue comme une période de transition ou une période hybride, regroupe 3 mémoires (E. E. Bangadi, 2016 ; E. Ngninze Akoure, 2016 ; R. Ndoumadiamba, 2023), soit environ 13,04 % du corpus. Ces travaux adoptent une perspective de moyenne à longue durée, permettant d'analyser les continuités institutionnelles, économiques et sociales entre les deux périodes. L'indépendance du Gabon intervenue en 1960 y apparaît moins comme une rupture radicale que comme un moment de recomposition progressive des structures productives et des modes de gestion.

Quant à la période postcoloniale, elle domine très largement l'ensemble du corpus. Elle comptabilise 19 mémoires sur 23, soit 82,62 %. Cette prédominance tient au fait que cette période bénéficie d'une plus grande disponibilité des sources, qu'elles soient écrites, orales ou audiovisuelles. Les entreprises étudiées sont envisagées comme des acteurs centraux de la construction de l'État, de la mise en place des politiques publiques et de l'intégration du pays dans l'économie mondiale.

Par ailleurs, l'analyse des évolutions structurelles de l'entreprise, qu'il s'agisse des transformations organisationnelles, des mutations juridiques, des réformes sectorielles ou des reconfigurations des relations sociales, révèle un équilibre dans les choix temporels des travaux. 11 mémoires (47,83 %) privilégient une période inférieure à trente ans, adoptant une approche resserrée, attentive aux dynamiques conjoncturelles et aux inflexions rapides. À l'inverse, 12 mémoires (52,17 %) inscrivent leur réflexion dans une temporalité supérieure à quarante ans, favorisant une perspective de longue durée, apte à saisir continuités, ruptures et transformations progressives. Cette répartition met en évidence un équilibre historiographique net. Les recherches ne se concentrent ni exclusivement sur la courte durée ni uniquement sur la longue durée, mais articulent ces deux échelles d'analyse. Elles conjuguent ainsi l'attention aux phases de mutation rapide et une lecture structurelle des évolutions profondes. Cette quasi-parité témoigne d'une approche méthodologique adaptée à chaque objet d'étude.

En outre, 21 mémoires sur 23, soit 91,30 %, étendent leur analyse au-delà de l'année 1995, illustrant ainsi le développement d'une histoire immédiate, définie par J.-F. Soulet (1994, p. 4) comme « […] l'ensemble de la partie terminale de l'histoire contemporaine, englobant aussi bien celle dite du temps présent que celle des trente dernières années ; une histoire, qui a pour caractéristique principale d'avoir été vécue par l'historien ou ses principaux témoins ». L'attention accordée à ce champ historiographique guide les choix thématiques, eux-mêmes déterminés par deux facteurs essentiels.

1.2. Deux facteurs fondamentaux influençant le choix des sujets

Le choix des thématiques repose sur deux motivations fondamentales : le vécu personnel et la curiosité intellectuelle. Le vécu personnel constitue une source majeure d'inspiration. Pour de nombreux jeunes chercheurs, le sujet de recherche apparaît comme une forme d'hommage ou de reconnaissance envers des entreprises ayant marqué leur trajectoire individuelle ou familiale. Ainsi, D. C.

Kiéléwé Apougou (2020, p. 10) explique que son choix d'explorer l'industrie sucrière ne procède pas du hasard. La SOSUHO et la SUCAF ont rythmé son enfance ainsi que la vie de ses parents ouvriers. O. N. Batsielily Boubala (2021, p. 2), pour sa part, se concentre sur le transport fluviomaritime en raison de liens familiaux avec ce secteur. L'auteure évoque l'expérience privilégiée d'avoir pu embarquer à bord de navires appartenant à certaines compagnies maritimes, grâce à des membres de sa famille exerçant dans ce domaine. F. D. Nguema Ovono (2025, p. 2), quant à lui, insiste sur le caractère personnel de son sujet, lié à son vécu au sein de la SIAT Bitam. Il rappelle que son parcours scolaire a été rendu possible grâce à cette entreprise, au sein de laquelle il a lui-même travaillé durant son jeune âge, accomplissant diverses tâches saisonnières. Il précise également que son père y a exercé pendant de nombreuses années, renforçant ainsi le lien affectif et mémoriel qui justifie le choix de cette étude.

La curiosité intellectuelle constitue une seconde motivation clé dans le choix des sujets de recherche. Elle se manifeste par l'intérêt pour un secteur économique, ses dynamiques et ses enjeux. Ainsi, S. E. Ngninze Akoure (2016 p. 6) explique que son choix de l'industrie des huileries et savonneries comme objet d'étude traduit à la fois son intérêt pour ce secteur et sa contribution au développement économique du Gabon. Son choix tient également à une volonté d'analyser l'évolution d'un secteur en voie de redynamisation. S. C. Obono Essono (2020, p. 2-3) s'intéresse aux entreprises chinoises de la filière forêt-bois, en raison de l'importance stratégique de ce secteur pour les économies gabonaise et internationale, ainsi que de la forte domination qu'y exercent les entreprises asiatiques. Elle souligne, en outre, que la médiatisation, souvent péjorative, des entreprises forestières chinoises opérant au Gabon a particulièrement retenu son attention. M. Mbanzoghe Nze (2024, p. 4) explique que son sujet découle d'un questionnement né durant ses années de licence, après plusieurs pénuries de carburant ayant paralysé le transport au Gabon. Constatant une méconnaissance

des missions de la Société gabonaise d'entreposage des produits pétroliers (SGEPP), pourtant centrale dans la distribution, elle en a fait l'objet de son étude.

Le choix des sujets allie donc expérience personnelle, qui confère aux travaux une dimension mémorielle, et curiosité intellectuelle, orientée vers des secteurs stratégiques ou des problématiques peu étudiées. Cependant, la qualité et la profondeur des recherches restent limitées par l'accès restreint aux archives des entreprises.

1.3. Des travaux confrontés à l'accès aux archives des entreprises

J. Le Goff et P. Nora (1974, p. 39) rappellent que « l'historien travaille sur un matériau pour le transformer en histoire ». En histoire des entreprises, la constitution de ce matériau suppose, en amont, l'accès aux archives des entreprises, c'est-à-dire à leurs sources écrites. Ces sources, qui permettent d'appréhender l'entreprise de l'intérieur, sont diverses : correspondances de la direction, tracts syndicaux, conventions collectives, fiches de paie, rapports d'activités, bilans financiers, procès-verbaux des conseils d'administration, journaux d'entreprise, etc.

Au Gabon, l'accès aux archives des entreprises est difficile et freine la recherche en histoire des entreprises. Celles-ci se montrent généralement réticentes à ouvrir leurs archives. Face aux demandes de jeunes chercheurs, deux attitudes prédominent. Soit les entreprises demeurent silencieuses ou opposent un refus explicite, soit elles acceptent l'accès aux archives. Dans le premier cas, le refus est le plus souvent justifié par l'argument du secret des affaires. Dans le second cas, l'accès accordé reste partiel et sélectif : elles privilégient les documents valorisant leur image.

Faute d'un accès aux archives des entreprises, les jeunes chercheurs se contentent de documents primaires immédiatement disponibles, mais souvent faibles, pour réaliser leurs mémoires. Cette contrainte explique, en partie, pourquoi les travaux soutenus peinent à saisir

en profondeur les caractéristiques de la main-d'œuvre, l'évolution du capital social, les performances économiques, industrielles, financières et environnementales, les relations entre entreprises et État, les modes de financement des activités, l'évolution des salaires ou encore les attentes des actionnaires. Les mémoires abordent ainsi la vie des entreprises de manière relativement superficielle. Face aux limites des sources écrites, les jeunes chercheurs privilégient les témoignages oraux, lesquels constituent à la fois un levier structurant et une source intrinsèquement fragile dans la production des mémoires.

2. Les témoignages oraux : force structurante et fragilité inhérente dans la production des mémoires

Dans un environnement où les archives écrites des entreprises sont fragmentaires et difficilement accessibles, les témoignages oraux s'imposent comme une stratégie méthodologique privilégiée. La recherche historique, confrontée à cette rareté documentaire, redéfinit ses pratiques et renouvèle ses sources. Dans ce cadre, l'histoire orale ne se limite pas à une simple technique d'enquête : elle s'inscrit dans un paradigme renouvelé de l'historicité, qui reconnaît la valeur heuristique du récit et du souvenir vivant. Il est donc pertinent d'analyser son usage dans les mémoires de master en histoire des entreprises à l'UOB, en se focalisant sur la pluralité des témoins, regroupés en deux grandes catégories, les protocoles méthodologiques déployés, ainsi que sur les apports et les limites des sources orales dans la production des mémoires.

2.1. Une pluralité de témoins, regroupés en deux grandes catégories

À l'exception des mémoires portant sur l'Office des Ports et Rades du Gabon (K. A. Onguidja, 2015), les entreprises aurifères Rainal et OrGabon (C. D. Maguimbi Kombi, 2021), le consortium forestier des grands réseaux français (R. Ndoumadiamba Mangala, 2023) et la Banque des États de l'Afrique centrale (J.-N. Mbouloungou-Loundou, 2025), les 19 autres mémoires constituant le corpus, soit

82,60 %, recourent à des témoignages oraux. Ces travaux mobilisent une pluralité d'interlocuteurs. Deux grandes catégories se distinguent : les témoins internes et les témoins externes à l'entreprise. L'ensemble de ces données est récapitulé dans le tableau 3.

Tableau 3 : Deux grandes catégories de témoins identifiés dans les mémoires

<table>
<tr><th colspan="2">Témoins internes</th><th>Nombre</th><th>Témoins externes</th><th>Nombre</th></tr>
<tr><td colspan="2">Décideurs</td><td rowspan="2">25</td><td rowspan="2">Agents publics</td><td rowspan="2">25</td></tr>
<tr><td colspan="2">Dirigeants et cadres supérieurs</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Employés</td><td>Encadrement</td><td rowspan="3">35</td><td rowspan="4">Experts en économie, environnement et mer</td><td rowspan="3">5</td></tr>
<tr><td>Cadres intermédiaires (Techniciens supérieurs/Agents de maîtrise)</td></tr>
<tr><td>Exécution</td><td>101</td></tr>
<tr><td>Ouvriers/personnels administratifs</td><td>TOTAL 161</td><td>TOTAL 30</td></tr>
</table>

Source : Élaborer à partir des 19 mémoires mobilisant des témoignages oraux.

Les enquêtes orales menées mobilisent, pour l'ensemble des mémoires, 191 personnes, réparties entre 161 témoins internes et 30 témoins externes, représentant respectivement 84,29 % et 15,71 % de l'ensemble de l'échantillon. Si la répartition des témoins varie tant entre ces deux catégories qu'à l'intérieur de chacune d'elles, la diversité et la multiplicité des témoignages offrent néanmoins un éclairage précieux, à la fois direct et indirect, sur l'évolution des entreprises.

Dans la catégorie des témoins internes à l'entreprise, les 25 dirigeants et cadres, figures centrales des processus décisionnels, constituent des sources privilégiées pour saisir les dynamiques internes de l'entreprise. Leurs témoignages fournissent des données de première main sur l'évolution des structures productives, les logiques de prise de décision, la mise en œuvre des dispositifs de

gouvernance, ainsi que sur les modalités d'ajustement face aux transformations économiques, sociales et politiques auxquelles les entreprises sont confrontées. Formulés sous la forme de récits professionnels, de parcours de carrière ou de reconstructions réflexives de situations managériales, leurs propos permettent d'éclairer la formation des identités professionnelles, la socialisation organisationnelle et les ressorts subjectifs qui orientent l'action managériale. Ils donnent également accès aux représentations de leur rôle, aux contraintes institutionnelles perçues et aux marges d'autonomie dont ils disposent dans la conduite des entreprises.

Aux côtés du noyau décisionnel, les 136 employés, cadres intermédiaires, ouvriers et personnels administratifs, restituent les pratiques réelles du travail. Leur contribution dépasse la description des tâches quotidiennes : elle éclaire les relations de pouvoir, les conflits, les stratégies de contournement ainsi que les effets des décisions managériales sur les conditions de travail, les trajectoires professionnelles et le bien-être. Leurs récits constituent une « contre-histoire » indispensable, car ils révèlent des réalités occultées par les discours officiels. Par leur témoignage, ils permettent de comprendre comment les stratégies managériales, conçues à un niveau stratégique ou exécutif, se traduisent concrètement dans le quotidien, créant parfois des tensions, des frustrations ou des solidarités inattendues. Cette perspective critique enrichit l'analyse en donnant voix à ceux qui vivent directement les effets des politiques internes et elle constitue un outil analytique essentiel pour saisir les rapports de force, les enjeux sociaux et les contradictions inhérentes à la vie d'entreprise.

Dans la catégorie des témoins externes à l'entreprise, au nombre de 30, les cadres et les agents de l'administration publique ainsi que les experts économiques et environnementaux, élargissent le regard porté sur les entreprises. Situés à l'intersection des sphères économique, sociale et politique, ils appréhendent les entreprises non seulement comme des entités économiques, mais aussi comme

des organisations intégrées dans des réseaux institutionnels, sociaux et politiques plus larges. Par leur expertise, ils mettent en lumière les logiques qui échappent aux analyses strictement internes : les contraintes réglementaires, les dynamiques de pouvoir, les tensions sociales ou les stratégies de communication et de réputation. Leurs témoignages permettent de contextualiser les trajectoires entrepreneuriales dans des évolutions systémiques plus vastes, en montrant comment les décisions de l'entreprise s'inscrivent dans des cadres normatifs et sociaux élargis.

Dans les mémoires d'histoire des entreprises, comme dans toute recherche scientifique, la diversité des regards portés des témoins internes et externes impose une méthodologie rigoureuse pour collecter, transcrire et valider les informations.

2.2. Les protocoles méthodologiques déployés : entretiens, transcription, validation

Les mémoires privilégient l'entretien semi-directif, une modalité qui favorise un dialogue souple et adapté, tout en orientant la discussion vers les problématiques spécifiques de la recherche. Cette technique permet de mettre en lumière les dimensions inattendues du récit, susceptibles d'enrichir l'analyse historique. L'entretien oral est ainsi envisagé comme une « interaction négociée, où le chercheur et l'acteur coconstruisent le sens » (J-C. Passeron, 2006, p. 237).

Si la transcription intégrale des entretiens constitue une étape méthodologique essentielle, garantissant la conservation fidèle des propos recueillis et permettant une analyse textuelle, tous les mémoires ne parviennent pas à la réaliser, en raison du refus de certains témoins à se faire enregistrer. Dans ces cas, la prise de notes enrichies ou la retranscription partielle sont employées. À l'évidence, cela limite la profondeur de l'analyse, notamment en ce qui concerne la restitution des inflexions vocales, des hésitations ou des silences, éléments essentiels pour une lecture critique des discours.

Quant à la validation des données orales, elle repose sur une triangulation : les récits sont confrontés entre eux et croisés avec des sources écrites. Ainsi, la donnée orale n'est jamais isolée, mais intégrée à un ensemble de preuves complémentaires. Essentielle en recherche scientifique, cette méthode limite les erreurs liées à la mémoire, à l'oubli et aux influences sociales ou émotionnelles.

La triangulation des sources remplit ainsi une double fonction. D'une part, elle renforce la fiabilité des données en mettant en évidence les convergences et les divergences entre les témoignages. D'autre part, elle souligne la dimension interprétative et reconstructive propre à la mémoire orale. Ainsi, cette approche méthodologique vise à produire une connaissance rigoureuse, sans pour autant revendiquer l'accès à une « vérité objective ». À la lumière de ces considérations, il devient alors indispensable d'examiner plus en détail la contribution ainsi que les fragilités des sources orales dans la production des mémoires.

2.3. Une construction du passé entre restitution du vécu et incertitudes mémorielles

L'exploitation des témoignages oraux dans l'étude de l'histoire des entreprises au Gabon ouvre des perspectives historiographiques riches. La rareté documentaire imputable à des pratiques archivistiques limitées, à la fragilité des documents ou à la primauté accordée aux archives administratives et étatiques, confère à l'histoire orale une valeur indispensable pour reconstruire l'histoire des entreprises.

En premier lieu, les témoignages oraux permettent de restituer des savoir-faire et des pratiques professionnelles. Ils rendent compte de l'expérience concrète du travail ainsi que l'évolution des compétences. Dans le domaine de l'agro-industrie, les recherches consacrées aux huileries, savonneries et plantations montrent que ces sources ne se limitent pas à compléter les archives écrites : elles comblent leurs silences et restituent la dimension humaine des

transformations industrielles. Ainsi, E. Ngninze Akoure, montre que les récits d'anciens ouvriers révèlent des savoir-faire, des gestes professionnels et des pratiques quotidiennes absents des documents administratifs. Le témoignage d'un ouvrier est, à cet égard, particulièrement significatif : « Je me souviens qu'en 1978, nous fabriquions encore le savon à l'ancienne, à la main. Chaque parfum et couleur avait son histoire » (E. Ngninze Akoure, 2016, *op.cit.*, p. 65). Au-delà de l'anecdote, ce propos souligne l'existence d'une mémoire technique et culturelle transmise par l'expérience.

Dans la même perspective, J.V. Mouketou montre que les témoignages des contremaîtres et des employés constituent un observatoire privilégié de l'impact social du déclin de la Société industrielle d'agriculture et d'élevage de Boumango (SIAEB), notamment des tensions engendrées par les restructurations. Comme l'exprime un employé : « Quand l'entreprise a commencé à décliner dans les années 1990, nous pensions tous que notre travail disparaissait avec elle. Personne ne comprenait vraiment les décisions de la direction ». (J. V. Mouketou, 2025, *op.cit.*, p.67). Ce récit traduit l'incertitude, la perte de repères et la rupture entre la direction et les salariés.

En deuxième lieu, les témoignages oraux sont essentiels pour reconstituer des réalités sociales et professionnelles absentes des rapports administratifs. Ils permettent de dépasser la vision institutionnelle des activités économiques pour en saisir les conditions concrètes d'exercice, les contraintes quotidiennes et les recompositions sociales qu'elles entraînent. L'exploitation forestière illustre cette portée heuristique. Dans son étude sur les travailleurs de la Société Forestière d'Exploitation et d'Exportation à Mitzic, A. A. Bourokouono Tsitsala montre que les témoignages recueillis documentent les conditions de vie et de travail dans des espaces isolés. Un ouvrier déclare : « Nous dormions parfois sur place, sous les arbres, pour surveiller les scieries. C'était dur, mais il fallait finir le quota de bois du jour » (A. A. Bourokouono Tsitsala, 2015, *op.cit.*,

p. 47). Ce récit souligne la dureté du travail forestier, la pression des objectifs de production et la précarité des conditions matérielles. De même, les enquêtes de G. J. Nzengue auprès des populations riveraines révèlent les conséquences socio-environnementales des activités forestières. Un villageois témoigne : « Avant, nous cultivions nos rivières et forêts pour vivre. Maintenant, beaucoup d'arbres ont disparu et nous devons aller plus loin pour nos ressources » (G. J. Nzengue, 2018, *op.cit.*, p.50). À travers ces paroles se lisent les transformations des modes de subsistance, la raréfaction des ressources et le déplacement des équilibres traditionnels entre communautés et environnement.

En troisième lieu, les témoignages oraux montrent que l'oralité ne permet pas seulement de reconstituer des faits économiques : elle donne accès à la manière dont ces faits sont vécus, interprétés et ressentis par les acteurs. Le secteur des ports et du transport maritime illustre cet apport. Dans son étude, O.N. Batsielily Boubala restitue le point de vue de capitaines confrontés au déclin de la Compagnie de Navigation intérieure. L'un d'eux confie : « Nous avons vu la compagnie décliner. Les bateaux restaient au port, mais nous continuions à naviguer pour survivre » (O. N. Batsielily Boubala, 2021, *op.cit.*, p. 59). Ce témoignage ne se limite pas à constater une baisse d'activité. Il met en lumière les stratégies d'adaptation des marins et le décalage entre l'immobilisation institutionnelle de l'entreprise et la nécessité individuelle de subsister.

En quatrième lieu, les témoignages oraux permettent de saisir la mise en œuvre concrète des politiques publiques et des innovations techniques, au-delà des intentions affichées dans les textes officiels. Ils révèlent les conditions réelles d'application des réformes, ainsi que les ajustements, les résistances et les apprentissages qu'elles suscitent au sein des organisations. Dans le secteur de l'énergie et de l'eau, ces sources offrent un regard complémentaire sur les transformations institutionnelles et techniques. S. Ngola Tchinga, dans son étude sur la SEEG, rapporte le témoignage d'un agent

technique à propos de la privatisation : « La privatisation en 1997 nous a tous surpris. Personne n'avait expliqué clairement pourquoi nos méthodes allaient changer » (S. Ngola Tchinga, 2018, *op.cit*, p. 39). Ce propos met en évidence le décalage entre la décision politique et sa réception interne, soulignant un déficit de communication et une incertitude organisationnelle. C. Mondo-Kassa Boussoughou montre que l'innovation technologique transforme en profondeur les routines professionnelles. L'installation de nouveaux compteurs intelligents, selon un employé, « a changé nos journées. C'était un défi quotidien, mais aussi un apprentissage unique » (C. Mondo-Kassa Boussoughou, 2024, *op.cit*, p. 61). Ce témoignage révèle que l'innovation ne constitue pas seulement un progrès technique : elle implique une recomposition des compétences, des temporalités de travail et des identités professionnelles.

Bien qu'indispensable et particulièrement enrichissante pour la reconstitution de l'histoire des entreprises au Gabon, l'histoire orale comporte des limites intrinsèques qu'il serait imprudent d'ignorer. Ces limites peuvent être appréhendées ici selon trois axes principaux : celles relatives à la mémoire comme reconstruction située, celles liées à l'accès aux acteurs et celles découlant des compétences narratives des informateurs.

D'abord, la mémoire apparaît comme une reconstruction située. Certains témoignages révèlent des mécanismes de recomposition du passé. Le travail sur le transport aérien illustre cela. Plusieurs témoins attribuent les difficultés de la Compagnie Air Gabon à la seule concurrence étrangère, tout en exprimant des incertitudes chronologiques : « Je ne me souviens plus exactement des dates, mais la crise a commencé après la concurrence étrangère » (E. E. Bangadi, 2016, *op.cit.*, p. 53). L'imprécision témoigne de l'usure du souvenir, mais aussi d'une tendance à simplifier rétrospectivement des processus complexes. La concurrence internationale devient une clé explicative simplificatrice d'une crise en réalité multicausale, mêlant facteurs de gestion interne, contraintes financières et

transformations du contexte international. Le récit mémoriel privilégie ainsi une explication cohérente et intelligible, quitte à réduire la pluralité des causes.

Ensuite, les contraintes liées à l'accès aux acteurs affectent la représentativité des récits recueillis. Identifier et mobiliser les témoins constitue un enjeu à la fois logistique et méthodologique. Les principaux informateurs, souvent âgés, dispersés entre Libreville, Port-Gentil et d'autres localités, se montrent parfois réticents à livrer des informations jugées sensibles. Interrogés sur la gouvernance des entreprises publiques, certains déclarent par exemple « je préfère ne pas revenir sur cette période » (S. Ngola Tchinga, *op.cit*, p. 47), tandis que d'autres choisissent de « transmettre uniquement ce dont je suis absolument sûr » (J. V. Mouketou, 2025, *op.cit.*, p.70). Ces attitudes traduisent à la fois une prudence individuelle et la persistance d'enjeux mémoriels ou politiques. Elles compliquent l'obtention d'informations exhaustives et pleinement fiables. Dès lors, les récits disponibles reflètent surtout la mémoire des témoins accessibles, plutôt que celle de l'ensemble des participants aux dynamiques multidimensionnelles étudiées.

Enfin, la variabilité des compétences narratives rend le travail de l'historien difficile, car elle crée des sources inégales et parfois incomplètes[2]. Certains dirigeants, naturellement éloquents, fournissent des récits détaillés de leurs décisions, stratégies et projets. D'autres, en revanche, peinent à restituer la chronologie des événements ou manquent de vocabulaire pour expliquer des processus complexes. Cela pose plusieurs problèmes. Les informations sont parfois incomplètes ou fragmentaires, la chronologie des faits se brouille. En outre, les récits les plus détaillés ont tendance à dominer, même s'ils ne reflètent pas nécessairement toute la réalité. L'historien doit donc multiplier les sources, comparer

[2] La pertinence de cet argument est attestée par les transcriptions annexées à plusieurs mémoires.

les récits et faire preuve de prudence pour obtenir une image fiable des événements.

Conclusion

Les mémoires de master en histoire des entreprises, soutenus entre 2012 et 2025 au département d'Histoire et Archéologie de l'UOB, témoignent d'une dynamique intellectuelle structurante et affirmée : les objets d'étude se précisent et la méthodologie fondée principalement sur les sources orales s'affine.

Les thématiques, multidimensionnelles, couvrent la diversité de secteurs de l'économie gabonaise. Elles s'inscrivent dans trois grandes temporalités : la période coloniale, la période coloniale/postcoloniale et la période postcoloniale, avec toutefois un déséquilibre net. Les deux premières séquences temporelles demeurent marginales au profit de la période postcoloniale. Cette asymétrie ne relève pas d'un désintérêt historiographique, mais de contraintes archivistiques. L'accès aux fonds coloniaux, conservés en France, demeure difficile. Les étudiants privilégient donc des périodes plus récentes, mieux documentées et plus accessibles. L'histoire immédiate s'impose ainsi comme un cadre privilégié d'investigation. Les motivations des jeunes chercheurs participent également à la construction des objets d'étude. Le vécu personnel joue un rôle décisif. Il confère aux travaux une dimension mémorielle et affective. La curiosité intellectuelle constitue l'autre ressort essentiel. Elle oriente les recherches vers des secteurs stratégiques ou des problématiques insuffisamment explorées. Cependant, l'accès restreint aux archives d'entreprises constitue un obstacle majeur, limitant l'analyse des stratégies internes et des performances économiques et environnementales. Il en résulte une historiographie en construction, traversée par une tension constante entre ambition scientifique et contraintes documentaires, mais engagée dans un processus réel de consolidation.

En réalité, l'histoire orale constitue un levier central de ces travaux. Construire l'histoire des entreprises à partir de l'enquête orale

constitue une démarche à la fois nécessaire et exigeante. Face à la rareté et la fragilité des archives d'entreprise, les témoignages d'acteurs internes et externes aux entreprises permettent de reconstituer des trajectoires, des pratiques et des logiques souvent absentes des sources écrites. L'histoire orale enrichit ainsi l'historiographie des entreprises gabonaises : elle rend visibles des dimensions ignorées par les archives et donne voix aux acteurs marginalisés, dont les expériences façonnent pourtant la vie des entreprises. Elle ouvre la voie à une lecture plurielle et dynamique intégrant contradictions, adaptations et stratégies. Cependant, l'histoire orale présente des limites intrinsèques. La mémoire des témoins, sélective et performative, exige un croisement rigoureux des récits et une analyse critique des biais individuels et collectifs. L'accès restreint à certains acteurs et la variabilité des compétences narratives imposent des stratégies méthodologiques précises : diversification des profils interrogés, préparation soignée des entretiens et interprétation contextualisée des témoignages. Conscients de ces impératifs scientifiques, les mémoires consacrés à l'histoire des entreprises s'emploient à les respecter, en ajustant leurs protocoles d'enquête et leurs instruments d'analyse, afin de garantir la solidité, la cohérence et la portée heuristique des résultats obtenus.

Sources et bibliographie

Sources écrites

Décret n° 0340/PR/MENESTTFPCJS du 28 février 2013 portant application du système Licence-Master-Doctorat dans les universités et établissements supérieurs en République gabonaise, *Journal officiel de la République gabonaise*, n°151 du 24 au 31 mars 2013, p. 1283-1285.

Département d'Histoire et Archéologie, *Répertoire des mémoires Histoire des Relations Internationales* (1980-2025), 26 p.

Département d'Histoire et Archéologie, *Répertoire des mémoires Histoire des Sociétés et des Civilisations Africaines,* (1981-2025), 27 p.

Références bibliographiques

- **Travaux sur la méthodologie en sciences humaines et sociales et en histoire des entreprises**

AMATORI Franco et JONES Geoffrey (dir.) (2003). *Business history around the world,* Cambridge, Cambridge University Press.

BARJOT Dominique (dir.) (2007). « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, n° 1, vol. 58, p. 6-7.

LE GOFF Jacques et NORA Pierre (1974). *Faire de l'histoire*, Paris, Flammarion.

NOUGARET Roger et ZUBER Henri (2006). « Les archives d'entreprises en France », *La Gazette des archives*, n° 204, pp. 171-187.

PASSERON Jean-Claude (2006). *Le Raisonnement Sociologique*, Paris, Alban Michel.

- **Travaux de master d'histoire des entreprises**

BANGADI Evrard Emeric (2016). *Le transport aérien au Gabon : des transports aériens du Gabon à la compagnie nationale Air Gabon (1949-2006)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

BATSIELILY BOUBALA Olivia Nancy (2021). *La Compagnie de Navigation Intérieure (CNI) : naissance et déclin (1978-2013)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

BOUROKOUONO TSITSALA Amanda Annie (2015). *Histoire sociale des travailleurs de la Société Forestière d'Exploitation et Exportation de la zone de Mitzic (1995-2014)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

EKORO Bertttheline Retha (2021). *Entreprises cimentières et ciment au Gabon : de la Société des Ciments du Gabon à CimGabon (1974-2014)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

KIELEWE APOUGOU Dareine Chivarole (2020). *De SOSUHO à SUCAF-Gabon : modernisation du secteur agro-industriel au Gabon (1980-2014)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bonngo.

KOUMBA KOUMBA Larissa Ladiss (2024). *La contribution du groupe OLAM dans le développement du secteur agro-alimentaire au Gabon : cas de SOTRADER à Ndendé (1999-2019)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bonngo.

MAGUIMBI KOMBI Clève Darlin (2021). *Rainal et OrGabon : mise en valeur du gisement aurifère de Mimongo (1938-1960)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MBAZOGHE NZE Merlye (2024). *La Société Gabonaise d'Entreposage des Produits Pétroliers (SGEPP, 1967-2018)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MBOMA MAMBOUNGOU Hendrick Kern (2018). *La politique sociale de la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG) (1962-2014)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MBOULOUNGOU-LOUNDOU Jean-Noël (2025). *Le rôle de la BEAC dans le développement économique en Afrique centrale (1972-2012) : cas du Gabon et du Cameroun*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MEKUI M'EWORO Staisy (2017). *L'évolution de la condition sociale au sein d'une entreprise industrielle. Cas des Brasseries du Gabon (SOBRAGA), 1966-2013*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MONDO-KASSA BOUSSOUGHOU Clotilde (2024). *Électricité des années nouvelles (EDAN) : un exemple d'innovation technologique en*

entreprises (SEEG) au Gabon, 1992-2018, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MOUKETOU Jeffres Vilendhaire (2025). *La SIAEB : implantation, développement et déclin d'une entreprise agroindustrielle au Gabon (1977-2001)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MOUTONGO MOUELE Orphélie (2024). *Entreprises et protection de l'environnement au Gabon : cas de la SEEG (1964-2018)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

MVOU ATEBE Goltrand Styve Arnold (2022). *Les firmes multinationales dans la gestion des activités de transport et logistique au port maritime et commercial d'Owendo (1969-2017),* mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

NDOUMADIAMBA MANGALA Ronald2 (2023). *Le consortium forestier des grands réseaux français : modernisation de l'exploitation forestière au Gabon (1920-1972),* mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

NGNINZE AKOURE Séverine Elodie (2016). *L'histoire de l'industrie d'huilerie et de la savonnerie au Gabon (1931-2013)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo,

NGOLA TCHINGA Sophiane (2018). *Genèse, processus et acte de privatisation de la SEEG (1986-1997)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

NGUEMA OVONO Fiacre Daudet (2025). *Travail et main-d'œuvre dans les plantations de SIAT Gabon à Bitam (2004-2023)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bonngo.

NTSAME OLLOMO Carol Mélisa (2025). *Banque et développement économique local : cas du groupe BGFI au Gabon, 1996-2021*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

NZENGUE Guy Joël (2018). *L'impact socioéconomique des activités de la société Rimbunan Hijau Gabon à Lambaréné (1996 à nos jours)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

OBONO ESSONO Stalline Christelle (2020). *Influence et contribution des compagnies forestières chinoises au développement du Gabon (1990-2017)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.

ONGUIDJA Karl Alban (2015). *L'histoire de l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) (1974-2003)*, mémoire de master d'histoire, université Omar Bongo.